



Le 22 mars 2016, les délégués FILPAC du groupe EST-EBRA et de Nancy-Print déclaraient publiquement leurs intentions et leur stratégie concernant l'avenir du secteur industriel presse dans la région EST du territoire.

Ils considéraient qu'à l'heure où le « print » représentait une grande partie des recettes pour les journaux, il était indispensable d'engager une réflexion portant sur de véritables investissements permettant de pérenniser le papier et les emplois qui en dépendaient.

Dans le prolongement des revendications de la FILPAC-CGT qui exigeait la reconnaissance d'un réseau d'imprimeries au service de la presse d'information pluraliste et citoyenne, les délégués présents ont décidé la mise en œuvre d'un groupe de travail en charge de préparer un projet industriel capable d'absorber toute forme de presse dans la région EST et de trouver des réponses sociales et professionnelles en découlant. Le résultat de ces travaux devant être défendu devant les dirigeants du groupe EBRA et de la Presse Quotidienne Nationale.

Deux ans ont passé et les négociations se sont ouvertes dans le groupe EBRA ainsi que les délégués l'avaient envisagé à l'époque. Cela se traduit par l'annonce de la fermeture de deux centres d'impression, l'un en ALSACE, l'autre en MOSELLE. Si la détermination de chacun et chacune à défendre les intérêts de ses mandants n'est pas remise en cause, les salariés de Nancy-Print regrettent qu'une démarche globale n'ait pas été mise en œuvre. En effet, concernant la MOSELLE, il ne s'agit pas de régler le départ de quelques-uns dans un plan social. Croire cela des élus de Nancy-Print serait interprété comme une insulte à leur engagement syndical.

Des possibilités de reclassement au sein de leur imprimerie étaient possibles. D'ailleurs, plusieurs salariés du Républicain Lorrain, véritablement inquiets pour leur avenir, avaient mandaté leurs élus dans ce sens. Un accord entre les deux parties avait pourtant été trouvé à l'unanimité, le 19 février 2018, afin que Messieurs Riccobono et Carli se rencontrent pour étudier ces solutions sociales. Il est fort dommageable que tout cela ait été remis en cause le lendemain, lors d'une réunion de l'intersyndicale du Républicain Lorrain. Il est encore plus impensable que la Filpac CGT n'arrive pas à mettre tout le monde d'accord, dans un sens constructif, pour optimiser les solutions sociales et laisse le sort de certains de nos camarades syndiqués dans les mains du hasard et de personnes non concernées par le plan de licenciement.

Aussi, le moment est choisi pour imposer un projet d'investissement aux acteurs en présence « SPQN, EBRA, RICCOBONO » ainsi qu'un règlement professionnel et social de haut niveau permettant ainsi à l'ensemble des salariés de la presse PQN-PQR de trouver des solutions pérennes.

Il n'est pas trop tard, il est encore possible de réunir nos forces et opposer un véritable projet commun, porteur d'avenir pour les salariés que nous représentons, aux tentatives de divisions organisées par nos détracteurs.

Les délégués de Nancy Print et le Secrétaire général du Sitpac de Nancy